

## CHERCHEUR, AU SOIR D'ALGÉRIE :

# dépendance rentière»

Et ce sont ces jeunes au statut précaire qui vont constituer la base sociale des diverses formes d'incivilité et de violence qui, au quotidien, parcourent la société. De ce point de vue, les évolutions en cours dans beaucoup de pays arabes — et qui ont commencé avec l'acte de désespoir d'un jeune Tunisien au statut précaire, Mohamed Bouazizi, à la fin de l'année 2010 — sont très typiques de ce qui, demain, peut se produire n'importe où. Pour reprendre l'expression de «cocktail explosif» que vous avez utilisée, je dirai que son principal ingrédient est constitué par la précarité du statut de millions de jeunes qui, dans toutes les sociétés arabes, considèrent qu'ils n'ont plus d'autre espoir que celui d'un acte de révolte.

**4 347 000 personnes dont le statut économique est instable, en fait, il s'agit d'une partie importante de la jeunesse qui représente 36,32% de la population totale, 82,6% des chômeurs officiellement identifiés sont âgés de moins de 35 ans et près de 45% d'entre eux sont diplômés.**

**L'exode massif des populations rurales vers les villes, aggravé par les évolutions enregistrées durant «la décennie noire» a eu pour conséquence que, de plus en plus, les populations urbaines sont constituées par des ruraux qui ne le sont plus, mais qui ne sont pas encore des urbains. De fait, ne sommes-nous pas dans une situation qui relève typiquement de l'analyse d'Ibn Khaldoun sur les relations entre les villes et les campagnes ?**

La question des relations villes/campagnes tout à fait fondamentale dans l'œuvre d'Ibn Khaldoun garde beaucoup de sa pertinence dans l'analyse des sociétés arabes. En Algérie, il faut d'abord évaluer les graves conséquences de la période de la guerre de Libération nationale au cours de laquelle une partie importante de la population rurale, arrachée par la force à ses conditions de vie, a été soit cantonnée dans des camps de regroupement, en raison de la multiplication par les autorités militaires françaises des zones interdites, soit contrainte de se réfugier au Maroc et en Tunisie. En 1962, ces populations «déracinées», étant donné les conditions difficiles prévalant dans leurs régions d'origine, ont souvent été amenées à rejoindre des villes aux modes de vie desquels elles n'étaient nullement préparées. A ces premières vagues de nouveaux urbains des années 1960 se sont ajoutées celles de la «décennie noire» que vous évoquez et c'est ainsi qu'aujourd'hui le pays connaît un taux d'urbanisation de l'ordre de 70% et qu'à l'horizon 2050, selon certaines estimations, il devrait se situer autour de 82/85%.

Or, ce même taux au recensement de 1966 — le premier entrepris après l'indépendance — n'était que de 33% ; soit, sur cette période de 50 ans, un rythme d'augmentation de la population urbaine extrêmement élevé qui, en aucun cas, n'est compatible avec ce qu'aurait dû être, pour les différentes vagues de population successivement installées dans les villes, un apprentissage progressif réellement significatif des conditions de vie en milieu urbain. C'est donc dans un tel contexte d'urbanisation effrénée qu'il faut resituer la dialectique khaldounienne «umran badaoui/umran hadhari» qui, bien sûr, ne prend plus les formes idéaltypiques, telles que décrites par leur concepteur, de tribus venant des campagnes se lançant à l'assaut de cités qu'elles vont conquérir en usant de la violence, et ce, grâce à la force de leur «assabiya» («esprit de corps»).

Il n'en demeure pas moins qu'en Algérie, sur une longue séquence historique qui irait des lendemains de la Seconde Guerre mondiale — avec la rupture fondamentale que représente la répression coloniale de mai 1945 — à nos jours, le cœur même du schéma khaldounien garde toute sa pertinence.

En raison, d'une part, de l'importance du transfert de populations des campagnes vers les villes et qui, d'une manière ou d'une autre, y conservent intactes leurs logiques de «'assabiya». Et, d'autre part, de la marginalisation qu'ont connue sous de multiples formes les

élites urbaines, dans les divers processus de constitution et d'émergence des élites dirigeantes du pays.

**Dans le même temps que ces phénomènes négatifs sont identifiables, des évolutions plutôt positives se dessinent concernant les femmes. De quoi ces évolutions sont-elles révélatrices et porteuses à votre avis ?**

En ce qui concerne les femmes, incontestablement, des évolutions positives peuvent être relevées qui procèdent de trois ordres de dynamiques convergentes : celles acquises grâce à des luttes engagées de longue date par le mouvement des femmes, celles initiées de manière

volontariste par le pouvoir politique dont le recours au principe de quotas et celles résultant d'une accumulation de processus liés à la mise en œuvre de politiques publiques, notamment en matière d'éducation et de santé. A ces dynamiques, plutôt d'ordre macrosociologique, il convient d'en rajouter certainement d'autres, d'ordre plus microsociologique en lien direct avec des évolutions en cours au sein de la famille et qui conduisent à une responsabilisation croissante de la jeune fille et de la femme. Et même d'ordre psychologique qui conduisent souvent les femmes à investir plus que les hommes dans l'éducation en laquelle elles voient un moyen d'émancipation par rapport à leur statut initial, perçu comme leur assignant une infériorité intrinsèque contre laquelle elles réagissent. Cela dit, bien évidemment, le tableau ne doit pas être idéalisé et les femmes continuent de vivre beaucoup de problèmes dont, en premier lieu, celui de l'emploi qui, contrairement à ce que l'on peut penser, est bien loin d'avoir été conquis par elles. En effet, d'après les dernières données disponibles au niveau de l'ONS (septembre 2015), le taux d'activité économique des femmes n'est que de 16,4%, alors qu'il est de 66,8% chez les hommes ; soit un écart très important pour cet indicateur significatif qui mesure le taux de participation à la force de travail de la population âgée de 15 ans et plus.

En ce qui concerne la population occupée du moment, elle est de 10 594 000 personnes, dont seulement 1 934 000 femmes, soit 18,3%. Les chiffres parlent d'eux-mêmes et mettent en évidence une faible participation des femmes au monde du travail ; et j'ai envie d'ajouter le qualificatif de formel, car, en effet, il y a tout «le monde du travail de l'informel» dont les dynamiques ne cessent de se renouveler et auquel participent hommes et femmes. Ceci dit, concernant la situation des femmes dans le pays et son évolution, il convient d'en dire qu'elle ne pourra jamais être perçue comme pleinement satisfaisante et qu'elle doit demeurer un domaine privilégié d'actions multidimensionnelles allant dans le sens d'une permanente promotion du droit des femmes. C'est dire que les combats autour de la cause de l'émancipation des femmes — dans notre société, comme partout ailleurs dans le monde — ne sont pas près de s'arrêter. Et, de ce point de vue, je reste convaincu que, pour reprendre la belle formule du poète français Louis Aragon : «La femme est l'avenir de l'homme.»

**Vous appelez régulièrement à sortir du système économique rentier dans lequel nous vivons. En quoi vous paraît-il critiquable ?**

Fondamentalement parce que, s'agissant de ressources fossiles, constituant donc un stock donné, comme dans le cas de toute autre richesse naturelle non renouvelable, l'exploitation des hydrocarbures correspond, au départ même, à la destruction irréversible d'une richesse nationale, car directement assimilable à la consommation non productive d'un capital qui appartient à l'ensemble de la société, en y

incluant aussi les générations futures à l'égard desquelles nous avons des devoirs. En conséquence, elle ne peut en aucun cas, en tant que telle et a priori, être considérée comme entraînant une augmentation de la richesse nationale, ainsi qu'elle est, à tort, considérée par toutes les méthodes et procédures de la comptabilité nationale — que ce soit en Algérie ou ailleurs — et qui ont besoin d'être complètement révisées. En effet, si les ressources de la rente liées à l'exploitation des richesses du sous-sol sont consacrées à une consommation collective ou individuelle qui ne conduit donc pas à un investissement dans des secteurs effectivement créateurs de richesse et, ipso facto, ne crée pas les conditions d'un développement durable, cela revient à dire qu'en réalité le pays s'appauvrit, puisqu'il détruit une source non renouvelable de richesse potentielle, sans en créer une nouvelle. C'est dire à quel point une croissance économique reposant de manière aussi forte sur la valorisation des hydrocarbures constitue en réalité un symptôme de dysfonctionnements graves en termes de création réelle de la richesse nationale. Ceci dit, avant de poursuivre notre entretien, trois remarques importantes s'imposent : la première est de rappeler que la critique de la rente liée à la valorisation des hydrocarbures, comme source essentielle de formation de la richesse nationale, ne signifie nullement la remise en cause du principe, absolument fondamental, d'intervention majeure de l'Etat, à la fois, dans la régulation centrale du secteur des hydrocarbures, comme attribution régalienne majeure, et dans les diverses activités liées à la production et au transport, par le biais d'opérateurs publics. L'enjeu essentiel est bien celui de la manière dont sont utilisées les ressources générées par la rente qui, au lieu de financer, entre autres, des consommations individuelles et collectives doivent prioritairement être orientées vers des activités en mesure d'assurer le «remplacement» des richesses détruites qui les ont générées : prioritairement des secteurs liés à la maîtrise sociale de la science et de la technologie et certains secteurs de production de biens et de services,

**L'enjeu essentiel est bien celui de la manière dont sont utilisées les ressources générées par la rente qui doivent prioritairement être orientées vers des activités en mesure d'assurer le «remplacement» des richesses détruites qui les ont générées : prioritairement des secteurs liés à la maîtrise sociale de la science et de la technologie et certains secteurs de production de biens et de services.**

tous ciblés de manière à assurer au pays une insertion dynamique dans la compétition économique mondiale. La deuxième remarque pour tout de même rappeler à vos lecteurs la notion de «malédiction des ressources» — en anglais, «resource curse» — qui vise à rendre compte du fait que, sous bien des cieux, les économies ayant essentiellement fondé leur développement sur l'exploitation de ressources naturelles leur procurant une forme de rente ont systématiquement réalisé des performances beaucoup plus faibles que celles des «autres» économies. La troisième remarque est de constater que ce n'est pas parce qu'elle est en grande partie financée par des ressources rentières que la croissance économique — même contestable, telle qu'actuellement saisie par la seule augmentation annuelle formelle du produit intérieur brut (PIB) — n'existe pas et que ses effets directs — notamment en termes d'amélioration des revenus des ménages et des performances des indicateurs sociaux — liés à la politique de redistribution des ressources rentières, ne sont pas bien réels.

**Maintenant que vous avez précisé votre pensée sur la critique du système rentier, comment l'hypothèse d'une sortie de ce système vous semble-t-elle possible alors que le pouvoir politique en place a «corrompu» toute la société par une redistribution des ressources rentières qui, directement, contribue à renforcer sa base sociale ?**

Il faut d'abord être conscient que le pays n'a

aujourd'hui plus d'autre choix que celui de sortir de cette dépendance rentière qui est en train de miner les fondements de sa stabilité et qui, de toutes les façons, repose sur l'exploitation de ressources limitées et pour lesquelles il n'est pas particulièrement bien doté. En effet, selon les avis de bien des spécialistes de la problématique nationale des hydrocarbures, les réserves nationales — notamment en pétrole, mais également en gaz, à terme — ne semblent pas considérables et, en tout état de cause, leur exploitation devra prendre en charge une augmentation soutenue de la demande interne elle-même. Ce qui, bien évidemment, réduit d'autant les capacités d'exportation du pays et donc d'accumulation éventuelle de la rente, si tant est que les conditions du marché international permettent encore d'en générer une de niveau satisfaisant eu égard aux besoins de la société algérienne ; étant entendu que la population du pays devrait atteindre sensiblement 56 millions d'habitants en 2050. Face à ces contraintes, une des réactions possibles du pouvoir politique peut être de chercher à identifier de nouvelles sources de rente, telles que les hydrocarbures non conventionnels ou éventuellement l'énergie solaire dans le cadre de partenariats avec des entreprises étrangères ou encore certaines mines, mais de telles perspectives semblent limitées. Et c'est pourquoi, en l'absence d'autres solutions rentières immédiatement possibles, mais à moyen terme imaginables, tout se passe comme si l'hypothèse d'une sortie du système rentier en place devait finalement s'imposer au pouvoir politique. Dès lors, tout se passe comme si cette sortie, que l'on aurait pu imaginer se dérouler il y a quelques années encore dans un contexte économique et financier bien plus favorable, va devoir être conduite dans un contexte plus difficile, particulièrement contraignant. Et ce, tant au plan national, en raison de l'augmentation intervenue de la demande sociale, qu'au plan international étant donné, à la fois, la relative atonie de la croissance mondiale et les perturbations qui affectent les équilibres stratégiques internationaux.

Dans de telles conditions, le fait que le pouvoir politique dispose d'une base sociale liée à la redistribution des ressources rentières que pendant longtemps il a assurées n'est pas nécessairement garante de la démarche envisagée. En effet, cette base sociale a pris «des habitudes» probablement «mauvaises» mais qui n'en sont pas moins bien réelles et qui sont directement liées à l'importance des transferts sociaux dont le niveau très élevé — de l'ordre de 30% du PIB — risque de devoir être réduit dans des proportions restant à déterminer. En termes d'affectation de ressources, ce sera donc un délicat équilibre à trouver entre la contrainte d'une indispensable rigueur économique et financière et la nécessité du maintien d'un niveau de protection sociale qui a longtemps fonctionné auprès de la société comme garant d'un pacte social assurant une stabilité politique.

**B. T.**  
**taouchichetbrahim@gmail.com**

\* Nadjji Safir est chargé de cours à l'Institut de sociologie de l'université d'Alger. Ancien chef de département à la Présidence de la République et à l'Institut national des études de stratégie globale (INESG) à Alger. Ancien chef de division du développement social à la Banque africaine de développement (BAD) et ancien représentant-résident de la BAD à Madagascar. Membre du Conseil scientifique de l'Institut de recherche et d'études Méditerranée Moyen-Orient (IREMMO) à Paris. Consultant international.